S'EDUQUER
A LA CITOYENNETE
ET A LA SOLIDARITE

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S POUR LA SOLIDARITÉ

La SI, c'est politique

Descriptif

Les participant·e·s sont réparti·e·s en groupes représentant différents pays ou acteurs (pays du G7, pays du BRICS, ONG humanitaire, multinationale, société civile) et répondent à des questions liées aux enjeux mondiaux (partie 1). Lors du sommet de la SI (partie 2), chaque groupe a un rôle et doit défendre ses intérêts tout en prenant en compte l'impact de leurs décisions sur la solidarité internationale. Ce jeu peut être introduit par un photolangage/nuage de mot pour aborder les concepts de la SI.

Durée : 30 à 60 minutes

Nombre d'animateur·rice·s : 1

Nombre de participant·e·s : 5 à 25

Date de création : 26/11/2024

Public ciblé : Tout Public

Dernière mise à jour : 26/11/2024

Type d'espace : Tables et chaises

Créé par/pour : E&D pour QG 12/2024.

Matériel :

- Feuilles et stylos
- Cartes Rôles et Cartes Mot
- Tableau de score visible (tableau ou paperboard)
- Chronomètre
- Vidéo projecteur
- Ressources documentaires (selon la question choisie, cf. Annexes 2 et 3)

Objectifs pédagogiques :

- Dynamiser les participant·e·s
- Sensibiliser aux enjeux politiques mondiaux et à l'impact des décisions
- Comprendre les dynamiques de pouvoir et comment la solidarité internationale peut agir en réponse à ces déséquilibres
- Promouvoir l'engagement citoyen

Cette œuvre est mise à disposition sous licence **Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 France**. Pour voir une copie de cette licence, visitez http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/

Distribution des rôles :

L'animateur-trice forme 5 équipes et distribue des **cartes de rôle** (voir doc annexe). Chaque groupe reçoit un rôle à jouer avec des informations sur leur pays/acteur, leur priorité et leur responsabilité.

Les rôles (cf annexe des cartes rôle) :

Chaque groupe représente un acteur ayant un objectif politique :

Les pays du G7 : doivent équilibrer la solidarité et leurs propres intérêts économiques.

Les BRICS : demandent des aides internationales pour résoudre des crises humanitaires mais sont aussi préoccupés par leur souveraineté.

Greenpaix : veut maximiser l'impact humanitaire et environnemental.

Nestleyy : cherche à protéger leurs investissements et à maintenir des avantages économiques tout en adoptant une image responsable.

La société civile mondiale (groupe de citoyens) : lutte pour des politiques globales équitables, responsables et écologiques.

Introduction : Photolangage et nuage de mots (15 minutes)

Cette introduction (optionnelle) peut être proposée sous forme d'un photolangage ou nuage de mots pour introduire et expliquer les concepts de la Solidarité Internationale. Cette partie peut aider l'animateur.rice à tester le groupe et observer de potentielles différences de niveau de connaissance des enjeux.

Partie 1 : Quizz – Si le monde était un village (15 à 25 minutes)

Le jeu se déroule sous forme de **quizz interactif** sur des sujets politiques mondiaux (cf. Trame « Si le monde était un village »). L'animateur-trice pose des questions liées aux défis mondiaux (inégalités économiques, accès à l'éducation, guerre, réchauffement climatique, etc.), propose 4 réponses et les groupes doivent en choisir une (voir les questions ci-dessous).

Dans cette première partie, les rôles des groupes ne rentrent pas en compte, ils jouent seulement par équipe.

1 point par réponse juste.

Conseil : S'il n'y a pas le temps de faire toutes les questions, sélectionner (ou créer) des questions en lien avec la question choisie pour le Conseil de la Solidarité (partie 3), afin de donner des arguments aux participant.e.s pour leurs discours et débats.

Liste de questions :

Chaque question est précédée de "Si le monde était un village…"

--> … Combien y a-t-il de femmes ? 31, 49, 55 ou 63 ?

S'il y a à peu près le même nombre de femmes que d'hommes sur Terre, les hommes sont légèrement plus nombreux : **51 hommes pour 49 femmes en 2020**.

Données complémentaires :

Il naît un peu plus de garçons que de filles : 106 garçons pour 100 filles. Mais on enregistre une plus forte mortalité chez les garçons que chez les filles ; c'est vrai dans l'enfance, mais aussi à l'âge adulte.

Il arrive donc un âge où les hommes et les femmes sont en nombre égal : dans le monde, c'est entre 50-54 ans. Au-delà, ce sont les femmes qui sont plus nombreuses, l'écart se creusant avec l'âge. Ainsi, huit centenaires sur dix sont des femmes en 2020.

Source : https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/faq/plus-hommes-ou-femmes-sur-terre/

--> ... Combien y a-t-il d'habitant.e.s en Asie ? 45, 51, 59 ou 65 ?

Pour **2024** : **59 Asiatiques**

Données complémentaires :

18 Africains, 13 Américains, 9 Européens et moins d'1 Océanien

Source : https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/tous-les-pays-du-monde/

--> ... Combien y'a-t-il d'habitant.e.s de moins de 15 ans ? 15, 25, 30 ou 45 ?

25 habitant.e.s

Source : https://www.populationpyramid.net/ (2024)

Données complémentaires :

10% de la population mondiale a plus de 65 ans

La population des pays des régions développées est globalement plus âgée que celle de la plupart des pays des régions moins développées. Toutefois, en chiffres absolus, ces derniers comptent plus de personnes âgées.

--> Combien d'habitant·e·s ont faim et combien sont en surpoids ? 10 et 30 ? 30 et 10 ? 15 et 15 ? 25 et 25 ?

2024 : 10 habitants ne mangent pas à leur faim, 30 sont en surpoids (dont 13 obèses)

Données complémentaires :

Le Covid-19 a été un accélérateur des crises alimentaires. Depuis le début de la pandémie, la malnutrition a progressé, exacerbée par les mesures de restriction prises partout dans le monde pour tenter d'endiguer le SARS-CoV-2.

Source :https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/07/12/pres-d-un-tiers-de-la-population-mondiale-en-insecurite-alimentaire-en-forte-hausse-en-2020_6088026_3244.html

Les conflits restent le principal facteur de la faim, 70 p% des personnes souffrant de la faim dans le monde vivent dans des régions touchées par la guerre et la violence.

Source : Une crise alimentaire mondiale | World Food Programme

L'obésité chez les adultes a plus que doublé à l'échelle mondiale depuis 1990 et l'obésité chez les adolescents a quadruplé. Source : OMS

Carte mondiale de l'obésité (2020) : Prévalence de l'obésité dans le monde

--> Combien d'adultes (> 15 ans) sont analphabètes ? Bonus : Combien de femmes parmi eux (ratio) ? 9, 13, 20, 25 ?

13 habitants analphabètes en 2023

Dont 2/3 = des femmes soit 9 habitants (Source UNESCO)

Source : Literacy rate, adult total (% of people ages 15 and above) | Data

--> Combien d'habitants vivent dans une situation de conflit armé ? 5, 10, 19, 25 ?

19 habitants (Données 2023)

Données complémentaires :

*!! Préciser la difficulté de définir un **conflit.***

Données 2023, source : Heidelberg Institute for International Conflict Research.

369 conflits dans le monde, soit 10 de plus que l'année précédente. 220 sont violents et 149 non-violents (= au moins un des acteurs menace d'utiliser la violence).

Comme en 2022, le type le plus commun était le conflit inter-état (252 conflits), contre les conflits inter-états (58 conflits).

La différence entre guerre limitée et « guerre » est fondée sur le degré de violence du conflit.

--> Quel pourcentage de la richesse est détenu par les 20 personnes les plus riches ? Bonus : combien sont des femmes ? 75 ? 81 ? 89 ? 94 ?

Les 20 plus riches : 94.5%. Les 20 habitants les plus riches sont tous des hommes.

La personne la plus riche détient 44% des richesses

Source 2020 : https://www.inegalites.fr/La-repartition-du-patrimoine-dans-le-monde?id_theme=26

Analyse-données complémentaires :

47 millions de personnes dans le monde possèdent un patrimoine (biens immobiliers et financiers) d'au moins un million de dollars selon les estimations du Crédit Suisse (données 2019). Ils représentent à peine 1 % de la population mondiale et détiennent 44 % de l'ensemble des richesses privées du monde.

Entre 703 et 729 millions d'individus vivront avec moins de 1,90 dollar par jour.

--> Combien d'habitant.e.s vivent dans le village ? VS combien aux alentours : 43 ? 51 ? 57 ? 72 ?

57 habitants dans le village

43 autres dans la campagne

Source 2023 : World Urbanization Prospects - Population Division - United Nations

Analyse-Données complémentaires (2018) :

Taux d'urbanisation variable suivant les continents : 82% en Amérique du Nord, 80% en Amérique Latine et dans les Caraïbes, 75% en Europe, 50% Asie et 43% Afrique.

--> Combien de personnes vivraient dans un environnement où le taux de particules fines dans l'air serait supérieur à la norme de l'OMS ? 25 ? 50 ? 75 ? 99 ?

99 personnes en 2020 (source https://www.who.int/fr/health-topics/air-pollution#tab=tab)

Données complémentaires :

Les particules fines sont des poussières sont souvent issues de combustions qui ne sont pas totales (cheminée, pot d'échappement, fumée de cigarettes). Elles génèrent ce qu'on appelle des imbrûlés. Elles pénètrent en profondeur dans les poumons et peuvent être à l'origine d'inflammations, et de l'aggravation de l'état de santé des personnes atteintes de maladies cardiaques et pulmonaires. Elles peuvent transporter des composés cancérigènes absorbés sur leur surface jusque dans les poumons.

En 2019, on estimait à 4,2 millions le nombre de décès prématurés provoqués par la pollution de l'air ambiant (extérieur) dans le monde.

Quelque 89 % de ces décès prématurés sont survenus dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, les Régions OMS de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique occidental étant les plus touchées.

Il serait possible de réduire les principales sources de pollution de l'air extérieur urbaine en menant des politiques et en investissant en faveur de transports plus propres, de logements, de centrales électriques et d'industries plus efficaces sur le plan énergétique, et d'une meilleure gestion des déchets municipaux. L'accès à l'énergie domestique propre réduirait également considérablement la pollution de l'air ambiant dans certaines régions.

Partie 2 : Jeu de simulation - "le conseil mondial de la Solidarité" (15 à 25 minutes)

Ce jeu de simulation prend la forme d'un Conseil Mondial rassemblant les 5 acteurs mentionnés. Chaque groupe doit, dans un premier temps, lire leur carte rôle et les documents mis à leur disposition (cf. Annexe) pour comprendre les enjeux de leur acteur et pouvoir l'incarner au mieux. Puis, une question est choisie par l'animateur.rice (cf. Questions ci-dessous), et le Conseil se déroule en trois temps : les discours, le débat, et l'accord final.

Les discours :

L'animateur.rice choisit une question parmi les deux proposées et l'énonce (voir annexe ci-dessous). Il.elle fait piocher à chaque groupe une carte « Expression » et une carte « Mot technique » qu'ils devront placer dans leur discours.

Pendant 10 minutes, les groupes doivent discuter et écrire un discours pour proposer des résolutions (pas de limite en nombre de résolutions par groupe). Le but est de défendre sa position et ses intérêts, mais également de séduire les autres groupes pour créer des

partenariats. Ils peuvent s'appuyer sur leurs cartes rôles et leurs documents (cf. Annexe) pour se positionner. Chaque groupe choisit un porte-parole qui fera son discours.

Conseils :

- *Insister sur le fait que cette partie est un jeu de rôle : faire comprendre aux participant.e.s l'importance de se mettre dans la position des acteurs qu'ils représentent et de ne pas défendre les valeurs qu'ils ont dans leur vraie vie.*
- *Rappeler que le but n'est pas de construire sa plaidoirie autour des cartes « Mot imposé », mais de simplement introduire les mots dans le discours.*
- *Durant la rédaction du discours, l'animateur-rice passe dans les groupes. En cas de difficulté, il.elle pourra aider le groupe en donnant des éléments de réponse figurant sous les questions.*

Le débat :

Après les discours, un débat est lancé au sein du Conseil de la Solidarité durant 10 minutes. Chaque groupe peut répondre aux discours des autres, dans le but de les convaincre et de créer des partenariats. L'animateur.rice se fera garant.e de la répartition de la parole et veillera que celle-ci soit égale pour chaque groupe. A l'issue du débat, des partenariats sont créés entre les groupes en fonction des affinités afin de d'émettre des propositions et de créer un accord.

Les résolutions et l'accord final :

Les alliances émettent leurs propositions et les argumentent. Chaque groupe a le droit à un « veto » (refus d'une proposition annoncée) ainsi qu'à un joker « objection » (demande de modification d'une proposition). Les résolutions sont votées, et celles retenues sont « rédigées » et l'accord est conclu au sein du Conseil.

Annexes

ANNEXE 1 - Questions (et pistes de réflexion pour chaque acteur du Conseil) :

1. Sommes-nous dans l'obligation de mener des réformes politiques et économiques pour continuer de fournir une aide alimentaire dans les pays bénéficiaires ?

Pays du G7 :

- Pistes de réflexion :
  - Toute réforme doit permettre de préserver leur position dominante dans le commerce mondial.
  - Prioriser des programmes d'aide qui bénéficient également à leurs propres industries agricoles (exportations de surplus alimentaires).
  - Conditionner l'aide à des réformes économiques favorisant les investissements étrangers.
- Résolutions :
  - Maintenir l'aide alimentaire, mais sous forme de dons liés (produits des pays donateurs).

- Renforcer les partenariats bilatéraux pour garantir des retombées économiques pour les entreprises du G7. Exemple : Proposer des machines agricoles, semences améliorées ou infrastructures "clé en main" en échange d'accords commerciaux à long terme ou de réformes douanières à leur avantage.
- Créer des incitations fiscales pour les multinationales impliquées dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire (encourager les multinationales du G7 à jouer un rôle central dans les programmes d'aide alimentaire, en cofinançant des projets tout en garantissant des bénéfices pour ces entreprises).
- Proposer des prêts ou des aides alimentaires gérés via des institutions comme le FMI ou la Banque mondiale pour garantir que les réformes suivent des modèles favorables au G7.

Les pays des BRICS :

- Pistes de réflexion :
  - Toute aide doit respecter leur souveraineté et être conditionnée par des consultations locales.
  - Favoriser un système d'aide Sud-Sud moins dépendant des pays du Nord.
  - Préserver leur autonomie économique et réduire les pressions des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale).
- Résolutions :
  - Exiger que l'aide alimentaire soit libre de conditionnalités politiques et économiques.
  - Créer un fonds alimentaire Sud-Sud pour réduire la dépendance aux G7.
  - Intégrer des solutions technologiques locales pour renforcer la sécurité alimentaire.

Greenpaix :

- Pistes de réflexion :
  - L'aide alimentaire actuelle est souvent un levier de destruction environnementale (exploitation excessive des sols, monocultures, déforestation).
  - Promouvoir des réformes qui réduisent les émissions de carbone liées à la production et au transport alimentaires.
  - Prioriser les solutions agroécologiques.
  - Soutenir une aide mondiale décoloniale
- Résolutions :
  - Exiger que l'aide alimentaire respecte des critères environnementaux stricts.
  - Réorienter l'aide vers le financement de petites exploitations locales biologiques.

Nestleyy :

- Pistes de réflexion :
  - S'opposer à des réformes qui réduiraient leur contrôle sur les chaînes d'approvisionnement.
  - Utiliser l'aide alimentaire comme outil pour développer de nouveaux marchés.
  - Capitaliser sur leur image de responsabilité sociale d'entreprise.
- Résolutions :
  - Fournir des produits alimentaires transformés comme forme d'aide.

- Développer des programmes de partenariat public-privé pour garantir la rentabilité des investissements.
- Introduire des certifications éthiques "Nestleyy durable" pour les projets soutenus.

Société civile mondiale :

- Pistes de réflexion :
  - S'assurer que les réformes servent les populations locales et non les intérêts des élites ou des multinationales.
  - Prioriser les besoins des producteurs locaux et des communautés vulnérables.
  - Exiger plus de transparence dans l'utilisation des fonds.
- Résolutions :
  - Plaider pour des réformes qui favorisent les droits fonciers des petits agriculteurs.
  - Revendiquer une redistribution équitable de l'aide alimentaire basée sur les besoins réels.
  - Établir des mécanismes de contrôle citoyen pour surveiller l'efficacité des programmes d'aide.

2. Comment organiser une coopération internationale pour prévenir et gérer les incendies de forêt ?

Pays du G7 :

- Pistes de réflexion :
  - Promouvoir des solutions technologiques développées par leurs propres entreprises.
  - Renforcer leur image de leaders environnementaux sans nuire à leurs industries extractives.
- Résolutions :
  - Créer un fonds international financé principalement par les pays BRICS et les multinationales.
  - Fournir des drones, satellites et systèmes d'alerte développés par des entreprises du G7.
  - Mettre en avant des partenariats avec des ONG environnementales pour des projets à visibilité élevée.

Pays des BRICS :

- Pistes de réflexion :
  - Rejeter toute ingérence des pays du G7 dans leurs politiques environnementales.
  - Exiger une aide financière pour renforcer leurs capacités locales de lutte contre les incendies.
- Résolutions :
  - Imposer une taxe environnementale sur les pays du G7 pour financer les mesures de prévention dans les BRICS.
  - Développer des solutions traditionnelles et indigènes de gestion des forêts.

Greenpaix :

- Pistes de réflexion :
  - Prévenir les incendies en luttant contre les causes sous-jacentes (déforestation, monocultures, changement climatique).
  - Promouvoir des politiques globales de préservation des écosystèmes forestiers.
- Résolutions :
  - Exiger un moratoire immédiat sur la déforestation dans les zones à haut risque.
  - Instaurer un fonds international pour reboiser les zones dégradées.
  - Militer pour des réglementations plus strictes sur les industries exploitant les forêts.

Nestleyy :

- Pistes de réflexion :
  - Protéger les forêts exploitées pour leurs matières premières sans freiner leur expansion.
  - Renforcer leur image en finançant des projets de reforestation.
- Résolutions :
  - Prioriser la protection des zones forestières critiques pour leurs matières premières (comme l'huile de palme, le cacao, etc.).
  - Financer des brigades locales anti-incendie et de reforestation dans les zones où Nestleyy opère, avec un label "Nestleyy responsable".
  - Investir dans des innovations technologiques pour la prévention des incendies.
  - Développer des projets de compensation carbone pour les impacts environnementaux.

Société civile mondiale :

- Pistes de réflexion :
  - S'assurer que les mesures prises intègrent les droits des communautés vivant en forêt.
  - Promouvoir une coopération transparente et équitable.
- Résolutions :
  - Revendiquer des financements publics pour des projets gérés localement par les communautés affectées.
  - Organiser des campagnes internationales pour sensibiliser aux causes des incendies.
  - Militer pour des lois internationales contraignantes contre la déforestation.

ANNEXE 2 - Documents de contexte par question :

Ne donner que le document relatif à la question choisie parmi les 2

Sommes-nous dans l'obligation de mener des réformes politiques et économiques pour continuer de fournir une aide alimentaire dans les pays bénéficiaires ?

Présentation et mise en contexte

L'aide alimentaire est une réponse essentielle aux crises humanitaires et aux défis de la faim dans le monde. Cependant, elle est souvent critiquée pour ses limites structurelles : elle peut renforcer des dépendances économiques, affaiblir les marchés locaux et manquer d'efficacité à long terme.

Mise en contexte :

- **L'état de la faim dans le monde :**
  - Environ 735 millions de personnes souffrent de la faim en 2023, soit près de 10 % de la population mondiale (FAO).
  - Les crises alimentaires sont exacerbées par les conflits, le changement climatique, les chocs économiques et la pandémie de Covid-19.

- **Un système d'aide alimentaire critiqué :**
  - L'aide alimentaire, bien qu'essentielle, est parfois accusée de créer une dépendance plutôt que d'encourager l'autosuffisance.
  - Par exemple, l'afflux de produits alimentaires gratuits dans les pays bénéficiaires peut nuire aux producteurs locaux, rendant leurs produits moins compétitifs.

- **Les pressions pour des réformes :**
  - Les pays donateurs souhaitent souvent conditionner l'aide alimentaire à des réformes économiques et politiques (libéralisation du commerce, réforme des systèmes agricoles, etc.).
  - Les pays bénéficiaires dénoncent parfois ces conditions, estimant qu'elles favorisent les intérêts des pays riches plutôt que leurs besoins réels.

Faits et chiffres clés :

- La malnutrition coûte à l'économie mondiale 3 500 milliards de dollars par an en perte de productivité et de santé (FAO).
- En 2023, le coût total des programmes d'aide alimentaire est estimé à 58 milliards de dollars (World Food Programme).
- Près de 30 % de la nourriture produite dans le monde est gaspillée, ce qui représente un manque d'efficacité criant dans le système alimentaire (ONU).
- Près de 30 % des programmes d'aide alimentaire sont basés sur l'exportation de surplus agricoles des pays riches, ce qui peut déstabiliser les marchés locaux (Oxfam).
- Environ 17 % de la nourriture distribuée dans les programmes d'aide est gaspillée, souvent à cause de problèmes logistiques ou d'un mauvais ciblage (FAO).

Comment organiser une coopération internationale pour prévenir et gérer les incendies de forêt ?

Présentation et mise en contexte

Les incendies de forêt sont devenus une menace mondiale, exacerbée par le changement climatique, la déforestation et les mauvaises pratiques de gestion des terres. Ces incendies ne se limitent pas à détruire des écosystèmes : ils aggravent les émissions de gaz à effet de serre, nuisent à la biodiversité et mettent en danger les populations locales. Cette question soulève l'urgence d'une coopération internationale pour prévenir, contrôler et atténuer leurs impacts, tout en conciliant les intérêts économiques et environnementaux de différents acteurs.

Mise en contexte :

- **L'urgence des incendies de forêt :**
  - Entre 2001 et 2021, plus de 423 millions d'hectares de forêt ont brûlé, une superficie équivalente à celle de l'Union européenne (Global Forest Watch).
  - Les incendies de forêt sont responsables de l'émission annuelle de près de 6 milliards de tonnes de CO2, soit environ 20 % des émissions mondiales dues aux combustibles fossiles (FAO).
- **Conséquences environnementales et humaines :**
  - Les forêts absorbent environ 2,6 milliards de tonnes de CO2 par an, soit un tiers des émissions mondiales dues aux combustibles fossiles.
  - La destruction des forêts aggrave la crise climatique et affecte les populations locales, souvent privées de leurs moyens de subsistance.
- **Coopération internationale :**
  - La gestion des incendies dépasse les capacités d'un seul pays, notamment dans les zones transfrontalières.
  - Les incendies dans l'Amazonie, en Sibérie ou en Australie ont montré qu'une réponse mondiale est nécessaire pour prévenir ces catastrophes et limiter leur impact.

Faits et chiffres clés :

- 99 % des incendies en Méditerranée sont causés par des activités humaines (FAO).
- Les incendies de 2019 en Amazonie ont détruit près de 17 % des forêts de la région, mettant en danger la biodiversité unique de cette zone (WWF).
- Environ 1,5 milliard de personnes dépendent directement des forêts pour leur survie, en particulier dans les pays en développement (ONU).
- En 2022, les incendies en Europe ont causé des pertes économiques estimées à 5 milliards d'euros et détruit des milliers d'habitations (UE).
- En Amazonie, près de 50 % des incendies sont directement liés à la déforestation pour l'agriculture ou l'élevage (Greenpeace).

ANNEXE 3 – Ressources documentaires par acteur

Pour chaque question, un dossier documentaire est mis à disposition de chaque acteur, afin d'aider les groupes à comprendre les enjeux et à pouvoir se baser sur des chiffres et des faits.

Ces ressources sont disponibles dans le dossier teams du jeu.

Les outils pédagogiques d' E&D

E&D, en plus d'être un réseau d'associations de solidarité internationale jeunes et étudiantes, est aussi une association d'Education Populaire et d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI).

En effet, E&D utilise et imagine des outils Pédagogiques qui se veulent participatifs, ludiques, originaux et innovants et qui visent à provoquer des prises de conscience et à amener les participant·e·s à l'action tout en leur donnant des clés de lecture pour mieux comprendre les phénomènes sociétaux contemporains dans leur globalité en questionnant leurs origines et les liens qui les unissent.

Cette mission de création d'outils fait pleinement partie de l'ADN du réseau E&D. Ces outils, une fois créés, servent aux différentes actions d'E&D (formation, accompagnement de projets, plaidoyer, promotion de l'ECSI...). Néanmoins, ils ont aussi vocation à être diffusés et réutilisés par le plus grand nombre d'acteur·rice·s engagé·e·s. C'est pour cette raison que la majorité des outils pédagogiques d'E&D est accessible en ligne et sous une licence permettant leur libre utilisation tant qu'elle reste à but non-lucratif.

S'EDUQUER
A LA CITOYENNETE
ET A LA SOLIDARITE

CARTE RÔLES

E&D

ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

E&D : Le réseau des associations jeunes de solidarité internationale1

ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

G7

"L'AIDE POUR L'AVENIR ÉCONOMIQUE"

Priorité : Maintenir votre influence économique et politique ; sécuriser les marchés et accords commerciaux.

Responsabilité : Fournir de l'aide humanitaire tout en équilibrant les intérêts économiques.

ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

BRICS

"SOLIDARITÉS RÉCIPROQUES OUI, APRÈS L'AUTONOMIE"

Priorité : Accéder aux ressources et favoriser votre développement (santé, éducation et infrastructures...).

Responsabilité : Protéger votre souveraineté nationale tout en cherchant de l'aide internationale.

ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

GREENPAIX

"L'URGENCE D'AGIR ENSEMBLE"

Priorité : Favoriser la paix et le développement humain ; intervenir rapidement en cas de crise humanitaire.

Responsabilité : Assurer un impact direct et visible, militer en faveur des ODD.

ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

NESTLEYY

"DES PROFITS RESPONSABLES"

Priorité : En tant que multinationale leader de l'agro-alimentaire, conserver vos profits et votre pouvoir, tout en maintenant une image de responsabilité sociale ; Maintenir un environnement économique stable et propice à vos investissements.

Responsabilité : Intégrer des pratiques responsables dans les pays du Sud.

ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

SOCIETE CIVILE

"POUR UN MONDE PLUS JUSTE"

Priorité : Mettre en place des politiques qui répondent à vos besoins.

Responsabilité : Se mobiliser et plaider pour une redistribution juste des ressources et un changement systémique.

S'EDUQUER
A LA CITOYENNETE
ET A LA SOLIDARITE

CARTE EXPRESSIONS

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

E&D : Le réseau des associations jeunes de solidarité internationale1

Sobriété heureuse

Pollueur payeur

Consom'acteurs

Solidarité horizontale

CONCEPT

CONCEPT

CONCEPT

CONCEPT

Désobéissance civile

Poudre de Perlimpinpin

Il suffit de traverser la rue

Cultiver des carottes

CONCEPT

EXPRESSION

EXPRESSION

EXPRESSION

Qui peut le plus peut le moins

Notre maison brûle

EXPRESSION

EXPRESSION

S'EDUQUER
A LA CITOYENNETE
ET A LA SOLIDARITE

CARTE ACTEURS

QUESTION 1

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

E&D : Le réseau des associations jeunes de solidarité internationale1

BRICS : présentation et enjeux

Le groupe des BRICS regroupe cinq pays « émergents » majeurs : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Ces pays représentent ensemble près de 40 % de la population mondiale et 25 % du PIB mondial. Les BRICS sont considérés comme des moteurs de croissance économique mondiale, bien qu'ils soient confrontés à des défis importants tels que les inégalités internes, les problèmes environnementaux et les tensions géopolitiques.

Le groupe des BRICS cherche à promouvoir une coopération renforcée entre ses membres, tout en faisant entendre sa voix face aux puissances économiques mondiales, notamment les pays du G7. En matière d'aide alimentaire, les BRICS jouent un rôle de plus en plus important, avec des initiatives visant à soutenir les pays en développement tout en préservant leur souveraineté.

Croissance des BRICS :

- En 2023, les BRICS représentaient 25 % du PIB mondial et 40 % de la population mondiale (Banque mondiale).
- Les BRICS ont connu une croissance économique plus rapide que les économies développées, bien que cette croissance ait ralenti récemment en raison de défis internes et de tensions géopolitiques.

Soutien à l'agriculture :

- En 2021, l'Inde, la Chine et le Brésil étaient parmi les dix plus grands producteurs agricoles mondiaux, avec un secteur agricole représentant jusqu'à 25 % du PIB dans certains de ces pays (FAO).
- Les pays des BRICS sont également grands consommateurs d'agriculture durable et de pratiques alimentaires biologiques. Par exemple, la Chine et l'Inde représentent plus de 40 % de la production mondiale de riz (FAO).

L'aide alimentaire des BRICS :

- Les BRICS sont de plus en plus impliqués dans des partenariats Sud-Sud pour fournir de l'aide alimentaire, en particulier à travers la China-Africa Cooperation (FOCAC) et des initiatives similaires en Amérique latine et en Asie du Sud.
- En 2022, la Chine a fourni plus de 8 milliards de dollars d'aide agricole et alimentaire à des pays d'Afrique et d'Asie (Government of China).

G7 : présentation et enjeux

Le G7 regroupe sept des plus grandes économies avancées du monde : les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. Ces pays représentent environ 45 % du PIB mondial et ont une influence majeure sur les politiques économiques et géopolitiques internationales.

Le G7 joue un rôle clé dans l'aide internationale, notamment dans la lutte contre la faim, en finançant et en dirigeant de nombreux programmes d'aide alimentaire à travers des organisations comme le Programme alimentaire mondial (PAM).

Rôle des pays du G7 :

- En 2023, les pays du G7 ont financé près de 60 % des budgets du Programme alimentaire mondial, avec une contribution majeure des États-Unis (30 % à eux seuls) (World Food Programme).
- L'aide alimentaire sert à répondre à des crises humanitaires (conflits, famines) mais aussi à promouvoir la stabilité dans des régions stratégiques.

Critiques du système actuel :

- Dépendance économique : L'afflux de produits alimentaires subventionnés par les pays du G7 peut affaiblir les producteurs locaux dans les pays bénéficiaires.
- Impact environnemental : Les méthodes de production et de transport de l'aide alimentaire, souvent basées sur des monocultures intensives, contribuent aux émissions de CO2 et à la dégradation des écosystèmes.
- Intérêts économiques : Les aides sont parfois conditionnées par des réformes favorisant les exportations des pays du G7, ce qui alimente les critiques de "néo-colonialisme économique".

Pression croissante pour des réformes :

- Les pays en développement demandent davantage d'aide axée sur le développement durable et la souveraineté alimentaire locale.
- Les organisations internationales et la société civile appellent à des réformes pour limiter les impacts négatifs des systèmes actuels et promouvoir des pratiques plus équitables.

Greenpaix : présentation et enjeux

Greenpaix est une organisation mondiale de protection de l'environnement qui lutte contre la déforestation, le changement climatique, la pollution et d'autres menaces environnementales. Elle se bat également pour une agriculture durable, la préservation de la biodiversité et la justice climatique. Greenpaix mène des campagnes de sensibilisation, réalise des actions directes non violentes et influence les politiques mondiales afin de promouvoir des solutions respectueuses de l'environnement.

Dépendance à l'aide alimentaire :

- Près de 30 % de l'aide alimentaire mondiale provient des pays du G7, mais c'est critiquée pour son manque de durabilité et son impact sur les économies locales (Oxfam).
- Plus de 50 % de l'aide alimentaire envoyée dans les pays en développement provient de pays producteurs comme les États-Unis, l'Union Européenne et le Canada, mais elle ne bénéficie pas nécessairement aux petites exploitations agricoles locales.

Impact environnemental :

- Le transport de l'aide alimentaire produit des millions de tonnes de CO2 chaque année, contribuant au réchauffement climatique (FAO).
- L'agriculture industrielle, qui soutient une grande partie de l'aide alimentaire, représente 25 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (IPCC).

Actions récentes menées par Greenpaix :

- **Campagne mondiale contre l'huile de palme :** afin de réduire la déforestation liée à la production d'huile de palme, une des principales causes de la perte de biodiversité et du changement climatique. L'organisation a dénoncé l'impact environnemental des grandes entreprises agroalimentaires qui fournissent des produits alimentaires dans les programmes d'aide internationale.
- **Plaidoyer :** Greenpaix milite pour une réduction de 40 % des émissions agricoles d'ici 2030 en mettant l'accent sur l'agroécologie, la réduction des déchets alimentaires, la réduction du gaspillage alimentaire et l'accès des producteurs locaux à des technologies écologiques.
- **Projets d'agriculture durable en Afrique et en Asie :** Greenpaix soutient activement des initiatives de transition agroécologique, en particulier en Afrique et en Asie, où de nombreux petits producteurs sont confrontés à la pauvreté et aux effets du changement climatique. En 2022, Greenpaix a travaillé avec des ONG locales pour former des agriculteurs aux pratiques agroécologiques et à la gestion durable des terres. Ces projets visent à réduire la dépendance à l'aide alimentaire extérieure et à renforcer l'autonomie des communautés agricoles.

Nestleyy France : présentation et enjeux

Avec un chiffre d'affaires annuel dépassant les 100 milliards de dollars, Nestleyy est une multinationale majeure de l'industrie agroalimentaire, présente dans plus de 190 pays. Spécialisée dans la production et la distribution de denrées alimentaires (produits transformés, céréales, produits laitiers), Nestleyy s'engage officiellement à lutter contre la malnutrition et à promouvoir une agriculture durable. Cependant, son modèle économique repose sur des chaînes d'approvisionnement mondiales et une production à grande échelle, souvent critiquée pour ses impacts sociaux et environnementaux.

Critiques et controverses :

- **Dépendance aux produits transformés :** Les programmes d'aide alimentaire utilisant les produits Nestleyy sont parfois accusés d'encourager une dépendance aux denrées transformées, plutôt qu'au développement d'une agriculture locale.
- **Fraudes alimentaires :** Réétiquetage de boîtes de lait en poudre périmées (2002), fraude à la viande de cheval (2013), porc dans produits Halal (2012), contamination aux matières fécales (2015), taux de plomb élevé dans des nouilles (2015) ;
- **Impact environnemental :** Les pratiques agricoles intensives et les chaînes d'approvisionnement longues de Nestleyy contribuent à la déforestation (Nestleyy exporte 320 000 tonnes d'huile de palme par an), aux émissions de CO2, à l'appauvrissement des sols et à la production de déchets (café : absence de produits équitables et/ou biologiques, surabondance de déchets liée aux capsules Nespresso - seulement 1 capsule sur 5 serait effectivement recyclée) (WWF).
- **Contrôle des marchés locaux :** Nestleyy est critiquée pour utiliser l'aide alimentaire comme un levier pour s'implanter durablement dans les pays bénéficiaires, parfois au détriment des producteurs locaux.

Faits et chiffres clés :

- Nestleyy fournit environ 15 % des produits alimentaires distribués via les programmes d'aide internationale (World Food Programme).
- Les exportations de produits transformés représentent 30 % de son chiffre d'affaires dans les marchés émergents, souvent des zones bénéficiaires d'aide (Oxfam).
- En 2022, Nestleyy a investi 1 milliard de dollars dans des programmes de durabilité, mais ces investissements restent concentrés dans les chaînes d'approvisionnement qu'elle contrôle (Rapport annuel Nestlé).
- 70 % des émissions de Nestleyy proviennent de ses approvisionnements agricoles (WWF).

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S POUR LA SOLIDARITÉ

Communication Nestleyy France :

Notre soutien alimentaire au peuple ukrainien

La guerre en Ukraine nous affecte profondément. Nous sommes choqués et complètement bouleversés. Cette guerre a entraîné des souffrances humaines déchirantes et inimaginables. Nous nous joignons à la communauté internationale pour appeler à la paix et au rétablissement rapide de la stabilité dans la région. Nous soutenons le peuple ukrainien et nos 5 500 collègues.

Dons alimentaires

Nous fournissons une aide humanitaire d'urgence à nos collègues et à leurs familles ainsi qu'aux populations locales. 100 palettes de produits alimentaires de base provenant de nos usines (aliments pour bébés, soupes et pâtes) sont livrées chaque jour aux personnes dans le besoin dans différentes régions d'Ukraine.

Partenariats avec des organisations humanitaires sur place

Nous travaillons avec la Croix-Rouge et les banques alimentaires de toute l'Europe pour distribuer des denrées alimentaires, des aliments pour animaux et des boissons de base aux personnes dans le besoin et aux hôpitaux (café soluble, nourriture sèche, barres de céréales et aliments pour animaux).

Maintien des activités

En tant qu'entreprise alimentaire, il est de notre devoir d'assurer un approvisionnement fiable en denrées alimentaires essentielles pour les populations locales. C'est pourquoi nous maintenons nos usines en activité en Ukraine. Là où la sécurité est assurée, nous veillons à ce que les rayons des supermarchés restent remplis

BRICS : présentation et enjeux

La société civile désigne l'ensemble des organisations non gouvernementales (ONG), des associations, des groupes de citoyens et des mouvements sociaux qui œuvrent à la promotion des droits de l'homme, de la justice sociale, de la démocratie et du développement durable.

Ces acteurs sont essentiels pour porter les voix des populations vulnérables, défendre des politiques plus équitables et faire pression sur les gouvernements et les entreprises. Ils sont également très impliqués dans la fourniture d'aide humanitaire et alimentaire à travers des campagnes de collecte de fonds, des partenariats avec des ONG et en soutenant des solutions basées sur l'autosuffisance des communautés locales.

Dépendance à l'aide alimentaire :

- Près de 30 % de l'aide alimentaire mondiale provient des pays du G7, mais c'est critiquée pour son manque de durabilité et son impact sur les économies locales (Oxfam).
- Plus de 50 % de l'aide alimentaire envoyée dans les pays en développement provient de pays producteurs comme les États-Unis, l'Union Européenne et le Canada, mais elle ne bénéficie pas nécessairement aux petites exploitations agricoles locales.

Impact environnemental :

- Le transport de l'aide alimentaire produit des millions de tonnes de CO2 chaque année, contribuant au réchauffement climatique (FAO).
- L'agriculture industrielle, qui soutient une grande partie de l'aide alimentaire, représente 25 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (IPCC).

Des actions globales :

- **Le mouvement #FairFood** : initié par des organisations de la société civile pour un système alimentaire plus juste et solidaire. Il plaide pour une réforme de l'aide alimentaire afin qu'elle soutienne davantage la production locale (surtout en Afrique et en Asie). Il demande plus de participation des populations locales à la conception des programmes d'aide alimentaire et dénonce la domination des puissances économiques.
- **Réseau Via Campesina – "Souveraineté alimentaire" :** Via Campesina, une organisation internationale d'agriculteurs, milite pour la promotion de la souveraineté alimentaire et contre les politiques favorisant l'aide alimentaire internationale au détriment de l'agriculture locale. Elle soutient des pratiques agricoles durables et autonomes dans les Sud et organise des forums pour sensibiliser à ces questions.
- **Le mouvement "Make Food Fair" :** soutenu par des ONG afin de se battre pour que les multinationales, qui dominent le marché de l'alimentation, soient plus transparentes dans leurs chaînes d'approvisionnement et leurs partenariats d'aide alimentaire. Il a obtenu des engagements de plusieurs grandes entreprises pour améliorer la traçabilité des produits et réduire leur impact environnemental.

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S POUR LA SOLIDARITÉ

Sommes-nous dans l'obligation de mener des réformes politiques et économiques pour continuer de fournir une aide alimentaire dans les pays bénéficiaires ?

Présentation et mise en contexte

L'aide alimentaire est une réponse essentielle aux crises humanitaires et aux défis de la faim dans le monde. Cependant, elle est souvent critiquée pour ses limites structurelles : elle peut renforcer des dépendances économiques, affaiblir les marchés locaux et manquer d'efficacité à long terme.

Mise en contexte :

- **L'état de la faim dans le monde :**
  - Environ 735 millions de personnes souffrent de la faim en 2023, soit près de 10 % de la population mondiale (FAO).
  - Les crises alimentaires sont exacerbées par les conflits, le changement climatique, les chocs économiques et la pandémie de Covid-19.
- **Un système d'aide alimentaire critiqué :**
  - L'aide alimentaire, bien qu'essentielle, est parfois accusée de créer une dépendance plutôt que d'encourager l'autosuffisance.
  - Par exemple, l'afflux de produits alimentaires gratuits dans les pays bénéficiaires peut nuire aux producteurs locaux, rendant leurs produits moins compétitifs.
- **Les pressions pour des réformes :**
  - Les pays donateurs souhaitent souvent conditionner l'aide alimentaire à des réformes économiques et politiques (libéralisation du commerce, réforme des systèmes agricoles, etc.).
  - Les pays bénéficiaires dénoncent parfois ces conditions, estimant qu'elles favorisent les intérêts des pays riches plutôt que leurs besoins réels.

Faits et chiffres clés :

- La malnutrition coûte à l'économie mondiale 3 500 milliards de dollars par an en perte de productivité et de santé (FAO).
- En 2023, le coût total des programmes d'aide alimentaire est estimé à 58 milliards de dollars (World Food Programme).
- Près de 30 % de la nourriture produite dans le monde est gaspillée, ce qui représente un manque d'efficacité criant dans le système alimentaire (ONU).
- Près de 30 % des programmes d'aide alimentaire sont basés sur l'exportation de surplus agricoles des pays riches, ce qui peut déstabiliser les marchés locaux (Oxfam).
- Environ 17 % de la nourriture distribuée dans les programmes d'aide est gaspillée, souvent à cause de problèmes logistiques ou d'un mauvais ciblage (FAO).

S'EDUQUER
A LA CITOYENNETE
ET A LA SOLIDARITE

CARTE ACTEURS

QUESTION 2

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S
POUR LA SOLIDARITÉ

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S POUR LA SOLIDARITÉ

Comment organiser une coopération internationale pour prévenir et gérer les incendies de forêt ?

Présentation et mise en contexte

Les incendies de forêt sont devenus une menace mondiale, exacerbée par le changement climatique, la déforestation et les mauvaises pratiques de gestion des terres. Ces incendies ne se limitent pas à détruire des écosystèmes : ils aggravent les émissions de gaz à effet de serre, nuisent à la biodiversité et mettent en danger les populations locales. Cette question soulève l'urgence d'une coopération internationale pour prévenir, contrôler et atténuer leurs impacts, tout en conciliant les intérêts économiques et environnementaux de différents acteurs.

Mise en contexte :

- **L'urgence des incendies de forêt :**
  - Entre 2001 et 2021, plus de 423 millions d'hectares de forêt ont brûlé, une superficie équivalente à celle de l'Union européenne (Global Forest Watch).
  - Les incendies de forêt sont responsables de l'émission annuelle de près de 6 milliards de tonnes de CO2, soit environ 20 % des émissions mondiales dues aux combustibles fossiles (FAO).
- **Conséquences environnementales et humaines :**
  - Les forêts absorbent environ 2,6 milliards de tonnes de CO2 par an, soit un tiers des émissions mondiales dues aux combustibles fossiles.
  - La destruction des forêts aggrave la crise climatique et affecte les populations locales, souvent privées de leurs moyens de subsistance.
- **Coopération internationale :**
  - La gestion des incendies dépasse les capacités d'un seul pays, notamment dans les zones transfrontalières.
  - Les incendies dans l'Amazonie, en Sibérie ou en Australie ont montré qu'une réponse mondiale est nécessaire pour prévenir ces catastrophes et limiter leur impact.

Faits et chiffres clés :

- 99 % des incendies en Méditerranée sont causés par des activités humaines (FAO).
- Les incendies de 2019 en Amazonie ont détruit près de 17 % des forêts de la région, mettant en danger la biodiversité unique de cette zone (WWF).
- Environ 1,5 milliard de personnes dépendent directement des forêts pour leur survie, en particulier dans les pays en développement (ONU).
- En 2022, les incendies en Europe ont causé des pertes économiques estimées à 5 milliards d'euros et détruit des milliers d'habitations (UE).
- En Amazonie, près de 50 % des incendies sont directement liés à la déforestation pour l'agriculture ou l'élevage (Greenpeace).

BRICS : présentation et enjeux

Le groupe des BRICS comprend cinq pays « émergents » majeurs : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud. Ces pays représentent environ 40 % de la population mondiale et 25 % du PIB mondial. Les pays du BRICS ont des responsabilités économiques et environnementales majeures, notamment en matière de changement climatique, de biodiversité et de préservation des forêts.

Incendies de forêt dans les pays des BRICS :

- Brésil : L'Amazonie subit une déforestation massive, largement alimentée par les incendies, en particulier pour l'exploitation de la terre agricole. Les incendies dans cette région tropicale ont un impact direct sur la biodiversité mondiale et les émissions de CO2. En 2019, les incendies en Amazonie ont augmenté de 85 % par rapport à l'année précédente.
- Inde : La saison des incendies agricoles est un problème majeur, exacerbée par les changements climatiques. En 2020, des incendies ont ravagé plus de 1 million d'hectares de terres agricoles, avec des effets graves sur la qualité de l'air et la santé publique.
- Chine : La Chine est confrontée à des incendies récurrents, notamment dans la région du Tibet et les forêts de Mongolie intérieure, causant des pertes massives en biodiversité.
- Afrique du Sud : Bien que moins médiatisés, les incendies dans les forêts et savanes sont une menace croissante, avec des impacts sur les écosystèmes locaux et les communautés rurales.
- Russie : Les incendies dans les forêts sibériennes ont augmenté de manière significative, avec des feux dévastateurs alimentés par la sécheresse et la déforestation illégale.

La gestion des incendies :

- En 2021, lors du sommet des BRICS, les pays ont convenu de renforcer leur coopération dans la gestion durable des forêts, en particulier à travers des partenariats Sud-Sud pour le partage de technologies de surveillance des incendies et des techniques de prévention basées sur la nature.
- La Chine a lancé un programme national de surveillance des forêts, capable de détecter les incendies en temps réel. Cette technologie pourrait être étendue aux autres pays des BRICS, notamment en Afrique et en Asie, pour une gestion partagée des incendies.

G7 : présentation et enjeux

Le G7 est un groupe de pays industrialisés représentant environ 45 % du PIB mondial. Il comprend : États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie. Ensemble, ces pays exercent une grande influence politique, économique et environnementale au niveau mondial. Ils sont responsables d'une part importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre et jouent un rôle clé dans la définition des politiques internationales, y compris celles concernant le changement climatique et la gestion des ressources naturelles, comme les forêts.

Le G7 a organisé plusieurs sommets internationaux sur des sujets environnementaux, y compris la lutte contre la déforestation et la réduction des incendies de forêt, en raison de leur impact environnemental majeur.

Incendies de forêt dans les pays du G7 :

- États-Unis : Les incendies en Californie et dans l'Ouest des États-Unis sont devenus plus fréquents et plus intenses en raison des vagues de chaleur prolongées et des sécheresses. En 2020, les incendies ont ravagé plus de 4 millions d'hectares et provoqué des pertes économiques de plusieurs milliards de dollars.
- Canada : Le Canada connaît des incendies de forêt réguliers, particulièrement dans la forêt boréale. En 2019, plus de 1 million d'hectares ont brûlé dans le pays, avec des incendies largement alimentés par des conditions météorologiques extrêmes.
- France : En 2022, la France a connu une série de grands incendies, notamment dans le sud-ouest et en Corse, où plus de 20 000 hectares ont été détruits.

Financement de la préservation des forêts :

- En 2019, les pays du G7 ont promis 20 milliards de dollars pour la préservation des forêts tropicales dans le cadre de la lutte contre la déforestation et des incendies liés à celle-ci.

- Cependant, **Greenpaix** a souligné que cet engagement reste insuffisant par rapport aux besoins réels pour **inverser la déforestation** et **réduire les émissions**. Selon une analyse de l'ONG, en 2019, la **forêt amazonienne** a perdu **près de 10 000 km^2 de sa superficie** en raison de la déforestation, principalement alimentée par les incendies liés à l'agriculture, ce qui rend ces promesses de financement insuffisantes pour stopper réellement les incendies dans cette région.

Incendies :

- En 2021, les pays du G7 ont soutenu la création d'une **plateforme internationale** de partage de **données en temps réel** sur les incendies de forêt, permettant à la communauté internationale de réagir plus rapidement. La plateforme est alimentée par des **données satellitaires** fournies par des entreprises privées et des **institutions publiques** pour améliorer les capacités d'intervention.

Greenpaix : présentation et enjeux

Greenpaix est une organisation mondiale indépendante de protection de l'environnement qui mène des actions pour la préservation de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique, la protection des forêts et l'élimination des pollutions. Elle est active dans plus de 55 pays.

Greenpaix joue un rôle clé dans la sensibilisation et la pression politique en matière de gestion des forêts et des incendies de forêt. Elle œuvre pour promouvoir des pratiques qui permettent de protéger les forêts tout en s'attaquant aux causes sous-jacentes des incendies.

Actions récentes menées par Greenpaix :

- 10 millions d'hectares de forêts ont été replantés dans le cadre d'initiatives soutenues par Greenpaix.
- Greenpaix soutient des politiques de zéro déforestation et demande une interdiction mondiale des brûlis agricoles.
- En 2021, Greenpaix a proposé un "Green New Deal" pour les forêts afin de réduire la déforestation et prévenir les incendies. Ce plan inclut des financements pour la gestion durable des forêts, la protection des écosystèmes et la mise en place de mécanismes de surveillance des incendies à l'échelle mondiale.
- Greenpaix a soutenu l'utilisation de satellites et de drones pour surveiller les incendies de forêt et détecter les foyers de feu en temps réel. En 2021, l'ONG a lancé un partenariat avec des entreprises technologiques pour développer des outils de surveillance afin de détecter les incendies avant qu'ils ne deviennent incontrôlables.

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S POUR LA SOLIDARITÉ

17 mars 2010

Greenpaix dénonce Nestleyy, qui contribue à la déforestation en Indonésie

Grignoter une barre chocolatée Kitkat revient à tuer un orang-outang ? Le rapprochement peut étonner mais le lien est réel. Greenpaix lance une campagne pour dénoncer l'utilisation par Nestleyy d'huile de palme issue de la destruction des forêts tropicales et des tourbières indonésiennes, dans la fabrication de certains de ses produits, notamment les barres chocolatées Kitkat.

Quel est le problème ?

L'Indonésie connaît l'un des plus importants rythmes de déforestation de la planète : l'équivalent d'un terrain de foot de forêt disparaît toutes les 15 secondes. Les plantations de palmiers à huile sont l'un des principaux moteurs de cette catastrophe écologique.

De telles pratiques industrielles privent de nombreux animaux de leur cadre de vie naturel, accélèrent donc la disparition d'espèces menacées, comme les orangs-outans, mais aggravent également la crise climatique.

À cause de cette déforestation irresponsable, l'Indonésie se classe désormais au troisième rang des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, derrière la Chine et les États-Unis. La déforestation est la 2e cause du dérèglement climatique.

Nestlé et l'huile de palme

Au cours des trois dernières années, la consommation d'huile de palme du groupe Nestleyy a pratiquement doublé, pour s'établir aujourd'hui à 320 000 tonnes par an. L'un des principaux fournisseurs auprès desquels le géant suisse de l'agroalimentaire s'approvisionne s'appelle Sinar Mas. C'est le premier producteur indonésien d'huile de palme.

Nestleyy : présentation et enjeux

Nestleyy, une des plus grandes multinationales agroalimentaires au monde, opère dans près de 190 pays et est spécialisée dans les produits alimentaires transformés, les boissons, et la nutrition. Avec des marques iconiques dans les domaines des céréales, des produits laitiers, des cafés et des aliments pour bébés, Nestleyy génère plus de 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel.

Nestleyy met en avant son engagement envers la durabilité et la responsabilité sociale des entreprises (RSE), en investissant dans des initiatives de préservation des ressources naturelles et en intégrant des objectifs environnementaux dans ses pratiques de production et de gestion des ressources. Cependant, l'entreprise a été impliquée dans des critiques concernant ses chaînes d'approvisionnement, notamment la déforestation liée à certaines matières premières, telles que l'huile de palme et le soja.

Enjeux liés à la déforestation :

- Nestleyy s'est engagée en 2010 à zéro déforestation dans ses chaînes d'approvisionnement, en particulier pour les produits contenant de l'huile de palme, du soja et du cacao. Nestleyy a atteint 97 % de zéro déforestation dans ses chaînes d'approvisionnement en huile de palme et en soja, selon ses rapports de durabilité de 2020.
- Cependant, d'après Greenpaix, 60 % des chaînes d'approvisionnement en huile de palme en Asie du Sud-Est sont associées à la déforestation illégale.

Incendies en Amazonie :

- En 2020, les incendies en Amazonie ont augmenté de **28 %** par rapport à l'année précédente, menaçant les zones où Nestleyy s'approvisionne en matières premières agricoles.

Financement de la reforestation :

- Nestleyy a investi plus de 100 millions de dollars dans des projets de reforestation et de gestion des incendies au cours des cinq dernières années, en partenariat avec des organisations environnementales telles que WWF et Rainforest Alliance. Et ce, principalement dans des zones où la multinationale opère.
- En parallèle, Nestleyy a été classée parmi les entreprises les plus polluantes en plastique selon le rapport Break Free From Plastic en 2020. L'organisation a constaté que Nestleyy était responsable de plus de 10 % des déchets plastiques collectés dans les enquêtes mondiales de 2019-2020.

E&D
ENGAGÉ·E·S ET DÉTERMINÉ·E·S POUR LA SOLIDARITÉ

Nestleyy : communication sur l'huile de palme

L'huile de palme est un ingrédient difficilement remplaçable d'un point de vue technologique. Sa culture mal contrôlée durant les 20 dernières années a conduit à le destruction de vastes forêts en zone tropicale. La déforestation contribue fortement au phénomène de dérèglement climatique et diminue de façon dramatique des zones de grande valeur en termes de biodiversité. En outre, la forêt a un rôle majeur dans la régulation du cycle de l'eau.

Voilà pourquoi le groupe Nestleyy a entrepris une démarche de traçabilité et de certification de ses approvisionnements en huile de palme. En association avec The Forest Trust (TFT), nous avons défini nos propres critères allant au-delà des critères de la RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil), pour garantir avec nos fournisseurs des approvisionnements traçables jusqu'à la plantation, vérifiés conformes à nos Principes d'Achat Responsable et donc sans lien avec la déforestation. Depuis 2010, nous nous sommes engagés publiquement à ce qu'à horizon 2020 nos produits n'aient plus aucun lien avec la déforestation.

The Forest Trust établit la traçabilité de nos achats, évalue les plantations, préconise des actions alternatives, et met en place des mesures préventives qui dépassent les standards internationaux. La collaboration avec TFT nous permet d'établir progressivement la traçabilité tout au long de notre chaîne de valeur pour que soient respectés :

- le droit des populations locales,
- les forêts primaires (forêts n'ayant jamais été exploitées),
- les ressources à haute valeur pour la conservation (diversité biologique, valeur environnementale socio-économique et paysagère très élevée),
- les tourbières (réservoirs importants de carbone et d'eau),
- les zones forestières à haute teneur en carbone (forêts déjà exploitées, ayant un potentiel de régénération).

Société Civile : présentation et enjeux

La société civile désigne l'ensemble des organisations non gouvernementales (ONG), des groupes de citoyens, des mouvements sociaux, des associations environnementales et des initiatives communautaires qui œuvrent en dehors du cadre étatique et privé pour promouvoir la justice sociale, la protection de l'environnement et les droits humains. Elle joue un rôle essentiel dans la sensibilisation, le plaidoyer et la pression politique pour des politiques publiques plus durables et équitables. Dans le contexte des incendies de forêt, la société civile est un acteur clé en matière de prévention, de réponse aux catastrophes et de réduction des risques liés aux incendies.

L'impact des incendies de forêt :

Les incendies de forêt affectent non seulement l'environnement, mais aussi les communautés locales qui en subissent les conséquences immédiates, comme la perte de leurs habitations, de leurs terres agricoles et de leurs moyens de subsistance. Les peuples autochtones et les communautés rurales sont particulièrement vulnérables aux incendies, qui détruisent leurs forêts sacrées, leurs réserves d'eau et leur biodiversité.

Les types d'action menées par la Société Civile :

- Campagnes de plaidoyer renforcer la législation, par exemple en interdisant interdire les brûlis agricoles, notamment via les ONG
- Projets de surveillance et d'alerte précoce grâce à l'innovation et aux technologies
- Résilience des communautés locales dans la gestion des incendies (formations des communautés rurales en Indonésie et en Brésil sur la prévention des incendies sur les techniques comme les pares-feux et la gestion durable des forêts)
- Campagnes et mobilisations pour un financement équitable de la gestion des incendies
- Actions de reforestation et de restauration des terres